(1)

(N° 28)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 NOVEMBRE 1866.

Acte d'accession du grand-duché de Saxe-Weimar à la convention conclue, le 28 mars 1863, entre la Belgique et la Prusse, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, etc.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La convention conclue entre la Belgique et la Prusse, le 28 mars 1863, stipule, art. 16, que le droit d'accession à ladite convention est réservé à tout État qui appartient actuellement ou qui appartiendra par la suite au Zollverein.

L'acte que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation, porte accession du grand-duché de Saxe-Weimar à la convention précitée, les parties contractantes y ont ajouté quelques dispositions de détail qui ne modifient en rien toutefois le fond même de l'arrangement.

Le Ministre des Affaires Étrangères,
CH. ROGIER.

PROJET DE LOI.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

À tous présents et à venir, salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter aux Chambres le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

L'acte d'accession du grand duché de Saxe-Weimar à la convention conclue le 28 mars 1865, entre la Belgique et la Prusse, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, des dessins et marques de fabrique, sortira son plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 29 novembre 1866.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

CH. ROGIER.

ACTE D'ACCESSION.

Les soussignés, baron Nothomb, Ministre d'État de Sa Majesté le Roi des Belges, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa dite Majesté, près Son Altesse Royale le Grand-Duc de Saxe-Weimar, et le conseiller privé actuel Chrétien Bernard de Watzdorf, Ministre d'État de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Saxe-Weimar, ayant été autorisés par leurs Gouvernements à pourvoir dans la forme la plus simple à la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, des dessins et des marques de fabrique, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le gouvernement de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Saxe-Weimar usant du droit d'accession qui lui est réservé comme état du Zollverein, par l'art. 16 de la convention conclue par la Belgique avec la Prusse, le 28 mars 1863, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, des dessins et des marques de fabrique, accède à cette convention.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges accepte cette accession.

ART. 2.

En conséquence, la convention du 28 mars 1863, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, des dessins et des marques de fabrique recevra son exécution dans le royaume de Belgique et le grand-duché de Saxe-Weimar, pour toutes les publications à venir, comme si elle avait été directement conclue entre les deux Gouvernements.

ART. 3.

L'enregistrement pour tous les ouvrages qui se publieront dans le grand-duché de Saxe-Weimar se fera à Bruxelles, au Ministère de l'Intérieur (bureau de librairie), et pour tous les ouvrages qui se publieront dans le royaume de Belgique à Weimar, au Ministère d'État (section de l'intérieur).

Les déclarations, pour obtenir cet enregistrement, seront adressées en droiture par les intéressés à ces Ministères, conformément à la formule ci-annexée; elles pourront aussi être remises par eux respectivement aux légations des deux pays à Berlin.

Les intéressés ne recevront de certificat authentique d'enregistrement que lorsqu'ils en feront la demande.

ART. 4.

Quiconque se réserve le droit de traduction aux termes de l'art. 6 de la convention du 28 mars 1863, fera mention de cette réserve, tant dans la déclaration pour l'enregistrement de l'ouvrage original qu'en tête de l'ouvrage.

ART. 5.

Le transit ne pourra être entravé sous prétexte de recherches ou de poursuites de contrefaçons.

ART. 6.

Les fabricants ou commerçants du grand-duché de Saxe-Weimar, qui voudront garantir la propriété de leurs marques ou étiquettes de marchandises ou emballages, de leurs dessins ou marques de fabrique ou de commerce contre toute atteinte portée à leurs droits en Belgique, devront en effectuer le dépôt au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles.

Aucun dépôt n'étant requis dans le grand-duché de Saxe-Weimar, les fabricants ou commerçants belges y seront admis de même que les sujets du Grand-Duché à établir leurs droits par tous les moyens légaux.

ART. 7.

La convention du 28 mars 1863 entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications du présent acte d'accession ; l'échange de ces ratifications se fera le plus tôt possible et dans tous les cas endéans l'année.

La convention du 21 mars 1863 restera en vigueur jusqu'au 20 juin 1873 ; dans le cas où aucune des parties contractantes n'aura signifié un an avant cette date l'intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera d'être appliquée encore une année et ainsi de suite d'année en année jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties l'aura dénoncée.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent acte et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Weimar, le 14 novembre 1866.

DE WATZDORF.

Berlin, le 14 novembre 1866.

НОГНОМВ.

TABLE DES MATIÈRES.

Exposé des motifs	1
Projet de loi	2
Texte de l'acte d'accession.	5